

INFOS EN LIGNE... SUR LA LIGNE N°19

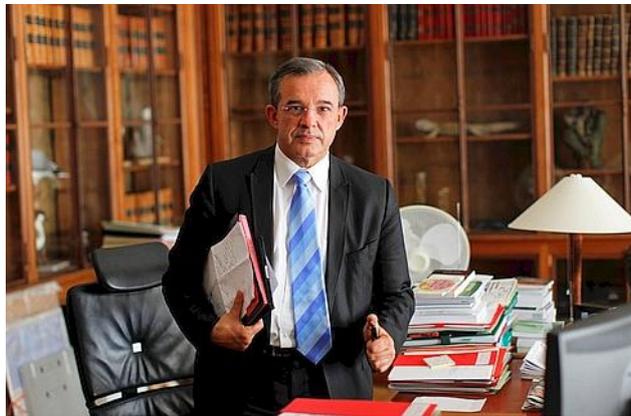


En cette période électorale nos hommes et femmes politiques se déchâinent. Il nous a semblé intéressant de retranscrire les prises de position des uns et des autres sur la LGV. Les paroles s'envolent, les écrits restent...

➤ **C'est signé mais ... c'est loin d'être fini !**

Le Ministère des Transports a approuvé à travers une décision ministérielle, le tracé. Cette décision permet à RFF de préparer sa mise à l'enquête d'utilité publique, prévue à la fin du premier semestre 2013, pour une déclaration d'utilité publique attendue fin 2014.

Ainsi sont validées les propositions faites au Ministère par le Comité de Pilotage du 9 janvier 2012.



Thierry Mariani ministre des transports

Dans le texte de la décision ministérielle, nous avons relevé ce passage nous concernant :

« En ce qui concerne le Pays basque, vous veillerez à prendre en compte des hypothèses de réalisation cohérentes avec la saturation prévisible de la ligne existante et intégrant l'avancée des travaux de l'observatoire des trafics et des évolutions économiques transfrontaliers , installé le 14 décembre 2011 . »

=> [Voir communiqué de presse de la Région](#)

=> [Voir le communiqué de presse de RFF](#)

=> [Voir l'article du JPB](#)

➤ **MAM remet en cause la validation du tracé du projet LGV par le ministère des Transports et menace de saisir la justice**

Dans un communiqué de presse du 12 avril Michèle Alliot Marie déclare : « *La lettre signée du directeur des infrastructures, des transports et de la mer, retenant un tracé pour une nouvelle voie LGV entre Bayonne et la frontière, a été signée avec l'aval du directeur du cabinet du Premier Ministre mais sans autorisation du Ministre des transports, lequel atteste n'en avoir été informé que trois jours après et en opposition avec une décision du mois de mars du Premier ministre, qui estimait que les éléments préparatoires à une décision sur la prolongation au-delà de Bayonne n'étaient pas réunis.* »

Ainsi, MAM sous-entend que le ministre Thierry Mariani n'était pas au courant de la lettre signée par son directeur général.: « *Cette lettre est révélatrice du peu de cas que les agents de RFF et certains hauts fonctionnaires font du fonctionnement des institutions républicaines, de la légitimité des ministres, de l'avis des élus locaux, de l'argent public et des études commandées par l'Etat lui-même.* »

A la fin du communiqué, l'ancienne ministre ajoute : « *Si cette lettre s'apparente à une décision, elle comporte plusieurs fragilités juridiques qui feront l'objet d'un recours hiérarchique et seront déférées devant les tribunaux.* »



Enfin, elle précise : « *il semblerait qu'un membre du cabinet du Premier Ministre en charge du dossier jusque dans le courant du mois de mars vient d'être engagé comme directeur adjoint chargé de la planification et de la commercialisation à RFF, ce qui pose un double problème déontologique et juridique* »

Rebondissement : Le 14 avril, François Fillon, Premier Ministre fait paraître le communiqué suivant : « *Les récentes mises en cause de la procédure sur la détermination du tracé des lignes à grande vitesse Bordeaux-Espagne et Bordeaux-Toulouse (GPSO) amènent à préciser que la décision arrêtée et notifiée à RFF a été prise en toute transparence à l'issue d'une très longue concertation, en plein accord avec le Gouvernement* » Il conclut : « *Même si, comme toujours, une telle infrastructure peut légitimement susciter des réticences locales voire des oppositions, l'intérêt public de ces liaisons à moyen terme en constitue un fondement incontestable. Il justifie l'arbitrage rendu au nom de l'intérêt national, au regard duquel les mises en cause personnelles d'agents publics semblent pour le moins déplacées.* »

Ce communiqué ne fait que relancer la polémique ! => [Voir l'article de Sud Ouest](#)

Les élus sont restés à la porte de Matignon ...

Michel Hiriart, Roland Hirigoyen, Paul Baudry et Didier Picot avaient rendez-vous à Matignon pour faire valoir leurs arguments contre la LGV au Pays Basque. Après avoir obtenu un rendez-vous en février avec le Premier ministre, ils apprennent le 15 mars que c'est Marie Bonnet, l'ex-directrice de cabinet de Nathalie Kosciusko-Morizet qui les recevra.

Les élus avaient insisté auprès de F. Fillon pour qu'il ne valide pas le projet de tracé du comité de pilotage avant les présidentielles et surtout pas sans nous avoir entendu. Le Premier ministre est passé outre.



On connaît la suite : vraie fausse décision, selon MAM, confirmation de la décision par Matignon. Les élus se sont donc présentés à l'heure dite hier matin au rendez-vous pour signifier à leur interlocutrice et au Premier ministre leur désapprobation face au peu de considération avec laquelle les préoccupations des populations locales, soient 120 000 habitants, sont prises en compte. Ils demeureront dehors, « symboliquement ».

Dans un communiqué de presse, les élus précisent :

« Une demande de surseoir à la décision de lancement d'une nouvelle voie ferroviaire sur le tronçon Bayonne-frontière espagnole avait été formulée par écrit auprès de François Fillon, le 16 février dernier, ainsi qu'une demande de rendez-vous (...) L'objectif de cette rencontre était de demander au Premier ministre de bien vouloir attendre les résultats issus de l'Observatoire des trafics et des évolutions économiques transfrontaliers mis en place par le préfet de Région, et, les conditions et le coût de rénovation de la voie existante pour la rendre susceptible d'absorber l'ensemble des trafics prévisibles, avant de prendre sa décision (...) Toujours déterminés, nous exigeons l'arrêt immédiat et définitif des études relatives au projet de traversée du Pays Basque par une nouvelle voie ferroviaire tant que les résultats précités ne sont pas connus. »

➤ **Emmanuelli et la LGV : des déclarations qui font pitié par leur indigence intellectuelle !**

Invité, de la rédaction de « Sud Ouest », le 6 avril, Henri Emmanuelli a répondu à de nombreuses questions dont celle-ci sur la LGV :

Sud Ouest : Les critiques s'élèvent contre le coût de la LGV (ligne à grande vitesse). N'avez-vous pas de doutes sur ce dossier ?

« Je suis prêt à cofinancer un sondage sur ce que pensent les Aquitains de la LGV. Les opposants sont très minoritaires. Dans les Landes, cela coupe par exemple la propriété d'un notaire qui a de l'entregent et a mobilisé des gens. Mais je suis persuadé que plus de 60 % des Aquitains y sont favorables. Cela va modifier les comportements, désenclaver la région. Les Madrilènes seront sur nos plages en moins de deux heures, et le trafic Bilbao-Toulouse sera énorme. J'ai toujours dit qu'un jour le Sud-Ouest serait la Californie française, mais il faut pour cela que l'on soit irrigués. »



Un seul commentaire : PITOYABLE !

L'Accril (Association de Coordination des Citoyens et Riverains Landais) a répondu dès le lendemain par un communiqué de presse :

« Décidément, Monsieur Emmanuelli est expert pour défendre le projet de LGV Bordeaux-Hendaye avec une collection d'arguments fallacieux.

Tout d'abord, il propose de co-financer un « sondage »; on sait parfaitement que le résultat est totalement influencé par la manière dont est posées la ou les questions....De plus la relation avec le « sondeur » est une relation de type « client-fournisseur ». Seul le référendum (ou la votation locale) est fiable (...) Non, Monsieur Emmanuelli, il n'y a pas qu'un notaire Landais dont la propriété soit touchée par la LGV! Il y a beaucoup de petites gens dont la maison qui est leur seul bien, sera détruite et à qui on octroiera une indemnité proche de la spoliation!! Cette remarque de votre part est pour le moins malvenue et indigne d'un élu !!

➤ **Dupont Aignan Eva Joly et Poutou contre la LGV au Pays basque ; Sarkozy pour ; Bayrou : « faut réfléchir... ; Arthaud « connaît pas... »**

Le Journal du Pays Basque a adressé un questionnaire à tous les candidats à l'élection présidentielle Y figure une question sur la LGV : « Le projet de construction d'une Ligne à Grande Vitesse (LGV) traversant le Pays Basque Nord est fortement contesté localement. Etes-vous favorable à la poursuite de ce projet ? » Deux candidats ont répondu.

Nicolas Dupont Aignan :

« D'après RFF, la ligne nouvelle fera gagner 30 min entre Bayonne et Astigarraga, pour un coût estimé de un à deux Md d'euros. Cette somme astronomique est un gaspillage financier en regard du gain de temps attendu, d'autant plus qu'il serait possible d'améliorer les lignes existantes. Dans un contexte de crise économique majeure, je considère que les fonds publics doivent avant tout répondre aux véritables besoins de nos concitoyens. Je suis favorable à la

modernisation de la ligne actuelle et je propose l'affectation du budget de la nouvelle ligne à la rénovation du réseau ferré national et régional. »



Eva Joly :

« Il faut arrêter ce projet qui n'a jamais été discuté, mais imposé de façon unilatérale sur ce territoire. Le minimum est d'instaurer un vrai dialogue entre RFF, élus, usagers et associations de protection du territoire. La vigilance me paraît de mise dans ce dossier. Le débat sur les chiffres fournis par différentes études a déclenché des suspicions qui ont entamé fortement la confiance envers les commanditaires de ces études et sur la sincérité des chiffres et des buts recherchés. Le climat de méfiance est tel que le projet a perdu pratiquement toute crédibilité. Je suis en revanche pour l'étude d'une rénovation des voies existantes en tenant compte du trafic actuel et futur. »

Nicolas Sarkozy :

« Oui, je suis tout à fait favorable au Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest, qui constitue une formidable opportunité de développement pour le Pays basque. Le tracé vient d'être arrêté, après de longs mois de concertation. Je suis bien sûr au courant des inquiétudes qu'a pu susciter ce projet de LGV, à proximité de Saint-Jean-de-Luz notamment. Comme le comité de pilotage du 9 janvier le préconisait, c'est le tracé souhaité par les élus locaux qui sera privilégié. Les études vont donc se poursuivre afin que la ligne puisse répondre aux attentes des riverains, tout en limitant les impacts sur l'environnement et les conséquences financières, qui doivent être assumées à parité par l'Etat et les collectivités territoriales. »



François Bayrou :

« Je ne suis en rien étonné par l'émotion suscitée au Pays basque qui n'est en fait que le résultat d'un manque d'écoute, de considération des élus locaux et de la population par les

pouvoirs publics. Bayonne doit être à l'évidence mieux desservie. Mais la traversée du Pays basque mérite d'être mieux réfléchi pour préserver les paysages et les villages. En outre, reste posée la question du financement tant pour la LGV jusqu'à Bayonne que jusqu'à Pau. »

Nathalie Arthaud :

« Je ne connais pas suffisamment ce dossier pour avoir un avis pertinent sur cette question. »



Philippe Poutou :

« Ce projet est une aberration. Il aboutirait à défigurer, éventrer le Pays Basque et toutes les régions traversées (Landes, Béarn...). Il représenterait une catastrophe sociale et écologique. Je préfère que tout l'argent qui serait englouti dans cette LGV aille à la rénovation de la ligne actuelle et des lignes secondaires qui en ont bien besoin et le rétablissement des lignes supprimées (exemple : celle de Mauléon à Puyôo, qui a enclavé Mauléon capitale de la Soule pour longtemps depuis 1975 et qui oblige les habitants à prendre la voiture systématiquement. Nous proposons la réfection des lignes actuelles pour permettre le passage de TGV pendulaires. Solution qui permet pratiquement les mêmes gains de temps sur les longues distances, mais qui est bien moins coûteuses et ne défigure pas le paysage par la construction de nouvelles lignes. Plusieurs pays ont adopté cette solution, comme le Canada par exemple. »

➤ **Alain Juppé et la LGV...la même rengaine**

Interviewé par « Sud Ouest » le 21 avril (=> [Voir l'article](#)) Alain Juppé reprend à son compte les contre-vérités diffusées par RFF et les CCI.

« Je suis depuis toujours résolument partisan d'une LGV permettant de désenclaver le Sud Ouest et de l'ouvrir à l'Europe, vers le Sud et le Nord. C'est un enjeu économique considérable pour l'ensemble de l'Aquitaine et pour le Pays basque, mais aussi, avec le barreau qui desservira Pau et Tarbes, la Bigorre et le Béarn.

Mettre Bayonne à 1 heure de Bordeaux et de Bilbao et à 2 heures de Toulouse, c'est renforcer l'attractivité pour les entreprises, permettre le développement du tourisme, favoriser la mobilité des étudiants. La ligne nouvelle permettra également de développer le fret ferroviaire sur le corridor atlantique et de réduire le flux de camions sur l'A 63, améliorant ainsi les conditions de circulation et de sécurité sur les routes en Pays basque. »



« La nomination d'un médiateur, Mme Marie-Line Meaux, a permis d'approfondir la concertation, afin de prendre en compte les demandes des riverains et d'améliorer le projet de tracé et les mesures de protection environnementales. Environ la moitié de la ligne sera en tunnel ou en tranchée et le profil de la ligne a été abaissé au niveau de la frontière pour minimiser l'impact environnemental. Les études d'impact réalisées dans le cadre de la préparation du dossier d'enquête publique devront permettre d'améliorer encore les mesures d'insertion de la ligne. »

➤ Les candidats aux Législatives interrogés sur la LGV

Tous les candidats aux prochaines élections législatives, dans les 3 circonscriptions du Pays basque ont reçu cette lettre :

*Vous êtes candidat(e) aux prochaines élections législatives.
A ce titre, le CADE et les associations opposées à la LGV vous interrogent sur le projet LGV.
Etes vous favorable au projet LGV qui doit traverser notre territoire ?*

oui

non

*(cochez la case correspondant à votre position)
Si vous souhaitez expliciter votre position, faites le ci-dessous :*



Leurs réponses seront rendues publiques.
Comme pour les Régionales, **nous vous demanderons au 1^{er} tour de ne pas voter pour les candidats pro-LGV**. Au 2^{ème} tour nous laisserons la liberté de vote.

Des anti-LGV contrôlés à Urrugne

Dix huit militants contre la nouvelle ligne LGV ont été convoqués au commissariat de Saint Jean de Luz. Ces convocations font suite à un contrôle alors qu'ils peignaient des slogans hostiles à la LGV sur les routes aux environs d'Urrugne.



Il y a de quoi à s'étonner car ce n'est pas la première fois qu'ils mènent ce genre d'action pour lesquelles ils adoptent de strictes mesures de sécurité. C'est en revanche la première fois qu'à la suite d'un contrôle ils reçoivent de telles convocations.

Il y a quelques jours, c'étaient deux membres de l'association Ustaritz défendre l'environnement (UDE) qui étaient convoqués à la gendarmerie dans le cadre d'une enquête sur le vol d'un "totem de concertation" installé par RFF dans les mairies.

Quand une société refuse d'écouter des citoyens pacifiques opposés à un projet comment répondre au mépris dans lequel sont tenues les populations sinon en descendant dans les rues ou en affichant son hostilité sur les chaussées.

Les rues et les routes restent les seuls « médias » offerts pour s'exprimer.

Après une rencontre de notre président avec le commissaire de police de Saint Jean de Luz, il a été décidé d'annuler toutes les convocations.

Sage décision qui évite de jeter de l'huile sur le feu... à quelques jours des élections !!!

➤ Vinci n'hésite pas à se mettre hors la loi

Un article intéressant de « la Nouvelle République » qui relate les mésaventures de Benoît Tercier de Chasseneuil dans le Poitou



Benoît Tercier,
agriculteur du Poitou

En septembre 2001, il signe devant notaire un compromis de vente afin de permettre la construction de la LGV., avec tous les droits que cela suppose. « Lisea Cosea, filiale de Vinci, concessionnaire de la LGV a délégué à un géomètre expert un certain nombre d'opérations dont la révision du cadastre. En effet, les parcelles, ne se

trouvent pas en totalité sur le passage du fuseau de la LGV. Il faut donc faire un bornage précis et renommer les parcelles. Ce qui a été fait sans qu'il en soit averti et le PV a été signé à sa place par le géomètre !! De telles opérations ne peuvent se faire qu'à la demande des propriétaires. Or, la vente définitive des terrains n'est toujours pas effective et Benoît en est encore à ce jour le propriétaire. Il envisage de porter plainte pour faux en écriture et usurpation d'identité.

La semaine dernière, c'est l'abattage des arbres qui s'est passé dans son dos. Un document d'occupation temporaire du terrain, doit être signé par le propriétaire avant que les opérations se fassent, en cas de contestation. Cosea ne s'est pas embarrassé de cette procédure, il n'y a rien eu et pour couronner le tout ce sont plus de parcelles que celles autorisées dans l'arrêté préfectoral qui ont été déboisées !

=> [Voir l'article](#)

➤ Dossier LGV dans le « Sud Ouest Pays basque »

Durant 5 jours consécutifs « Sud Ouest » a publié une double page sur la LGV en donnant la parole aux partisans et aux opposants. Pour ceux qui n'ont pu consulter la version « papier » de « Sud Ouest Pays basque » voici les extraits parus sur Internet. Si ces articles vous intéressent pensez à les télécharger car ils restent peu de temps en ligne.



10 avril => ["LGV: Des négociations de gré ou de force"](#)

11 avril => ["Ils ne pourront jamais être d'accord"](#)

12 avril => ["L'impact économique n'a rien d'automatique"](#) interview de Marie Delaplace

13 avril => ["LGV: MAM menace de saisir la justice et sous entend un conflit d'intérêts"](#)

15 avril => ["Tolosa, les terrains de la colère"](#)

➤ La CCI de Bayonne a édité une plaquette sur la LGV

Avec un titre pompeux, « La LGV, pour rapprocher les hommes, les entreprises et les territoires » la CCI de Bayonne a édité une plaquette (=> [consulter le dossier](#)) un copié collé de RFF avec les contre vérités habituelles.

Dans un article publié par le Journal du Pays basque, Pierre Recarte répond aux contre vérités économiques développées dans l'éditorial d'André Garreta.

Lorsqu'il écrit : « *Pour relier l'Espagne aux métropoles du Sud-Ouest la LGV est un atout essentiel d'attractivité pour développer l'emploi, faciliter l'accès au marché de nos entreprises et l'implantation de nouvelles activités, attirer de nouveaux talents.* »



Il lui oppose l'analyse de Marie Delaplace, professeur d'urbanisme à l'université Paris-Est qui déclare : « **La LGV n'a pas d'effet sur l'économie d'un territoire. Il faut vraiment dépasser ce cliché. Entre chercheurs, nous sommes tous d'accord pour dire qu'elle n'a pas d'effets structurants en soi. Il n'y a rien d'automatique. Quand il y a un impact, c'est à chaque fois dans un contexte très particulier. Sauf exception, il n'y a aucune corrélation entre LGV et dynamisme d'un territoire.** »

Enfin lorsque André Garreta se permet d'affirmer : « *Au-delà des milliers d'emplois que la LGV va générer pendant la durée du chantier et qui devront, bénéficier aux entreprises locales, nous y serons vigilants, cette infrastructure nouvelle sera un puissant facteur de développement pour l'ensemble de nos entreprises et de nos filières économiques.* »

Les propos de Michel Boutant, président du Conseil général de Charente le désavouent « *Je ne décolère pas. On dit aux Charentais : payez, soyez de braves petits soldats. Mais à côté de cela, on méprise nos entreprises et on nous prive de conséquentes retombées économiques.* » Enfin, il rappelle qu'en 1995, il avait été annoncé 17 500 emplois pour le chantier de la ligne Tours-Bordeaux, 4 500 sont à l'arrivée dont 1 300 créés pour la durée du chantier !

=> [Lire l'article dans le JPB](#)

➤ Conférence de presse du Cade le 18 avril



Au programme: un commentaire sur la lettre ministérielle validant les tracés et autorisant la poursuite des études, sur le communiqué de MAM et ses prolongements politiques, un point sur la saturation des voies, les orientations de l'état espagnol et enfin l'appel à se prononcer sur la LGV des candidats aux législatives.

=> [Voir la vidéo](#)

=> [Voir l'article du JPB](#)”

➤ **Christian Maudet retraité risque de se rappeler au bon souvenir du Pays basque...**

Christian Maudet, de RFF, chef de mission du Grand Projet du Sud-Ouest (GPSO) est officiellement parti à la retraite fin mars.



On lui prête des envies d'engagement politique en Pays basque !!!
Lui reste à séduire les électeurs et là ce sera une autre paire de manches !!!
En attendant l'arrivée, le 1^{er} juin, de son successeur, André Bayle, c'est Frédéric Perrière qui assure l'intérim.

➤ **2^{ème} Grand Forum des Projets inutiles**

Devant la prolifération de ces grands projets d'infrastructures en Europe, le mouvement italien *No TAV*, s'opposant de façon virulente au projet de LGV entre Lyon et Turin, avait organisé en août 2011 **le premier forum contre les Grands Projets Inutiles**.

Deux représentants de Nivelle Bidassoa s'y étaient rendus avec 4 autres représentants du Cade.

Une expérience unique et enrichissante permettant de nouer des relations et d'échanger des expériences entre associations en lutte en France et en Europe.

La deuxième édition de ce forum se tiendra :
du 7 au 11 juillet 2012 à Notre-Dame des Landes près de Nantes.

A Notre-Dame-des-Landes
Rien n'est encore irréversible !
Ensemble, continuons la lutte !



La menace d'un projet qui ne se réalisera pas...

s'informer : <http://acipa.free.fr> - acipa.info@free.fr
<http://aeroportnddl.fr/>
zad.nadir.org
film : www.lagoradebretagne.fr

Du 7 au 11 Juillet 2012

2^{ème} Forum Européen contre les Grands Projets Inutiles Imposés
forum thématique du Forum Social Mondial (FSM)

La Pâquelais VIGNEUX DE BRETAGNE (44)
(près de Notre-Dame-des-Landes)
<http://forum-gpii-2012-ndl.blogspot.com>
contact.forum.gpii@free.fr

Selon l'invitation largement diffusée en Europe, ces « *grands projets inutiles et imposés* » sont perçus comme « *dévastant les écosystèmes et les terres agricoles, détruisant les modes de vie et les solidarités existantes, engloutissant les fonds publics au détriment de leurs besoins essentiels* ».

Les personnes intéressées sont priées de se faire connaître auprès de Nivelles Bidassoa, afin que nous puissions nous occuper du transport et de l'hébergement.

- **France Culture a diffusé un reportage de 53 minutes sur la LGV au Pays basque avec comme intervenants Victor Pachon et Martine Bouchet, écoutez-le !**

Ruth STEGASSY, journaliste et présentatrice de l'émission *Terre à terre* sur France Culture. *Terre à Terre* est une émission dédiée à l'environnement qui propose débats et analyses sur toutes les problématiques de l'écologie présentes et futures.

Le 21 avril a été diffusé, sur France Culture, le reportage sur l'opposition au projet de ligne LGV Bordeaux-Espagne avec notamment : **Martine Bouchet**, représentante de l'association Mouguerre Cadre de Vie et **Victor Pachon**, du Collectif des Associations de Défense de l'Environnement Pays Basque et Sud des Landes.



L'émission dure 52 minutes, le projet est décortiqué avec des mots simples par Victor et Martine. Si vous n'avez pas suivi l'émission, prenez le temps de l'écouter pour une fois qu'un grand média s'intéresse à nous !

Cliquez sur le lien et mettez le son

<http://www.franceculture.fr/player/reecouter?play=4414667>

- **« Sursis à statuer », les 14 communes du fuseau déboutées par le tribunal administratif de Pau**

Le Tribunal administratif de Pau a rejeté ce mercredi matin la demande d'annulation de [l'arrêté du 26 octobre 2010](#), dit "arrêté de sursis à statuer", qui gèle les terrains autour du projet de LGV au Pays Basque.

Par arrêté préfectoral du 26 octobre 2010, il est stipulé qu'à l'intérieur des fuseaux délimités par Réseau ferré de France (RFF), "un sursis à statuer pourra être opposé aux demandes d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations". Il n'y aura plus de permis de construire, pour une période de 10 ans "si l'exécution des travaux publics ou la réalisation de l'opération d'aménagement n'a pas été engagée" sur les communes concernées.

Lors de l'audience au tribunal de Pau, les communes concernées avaient invoqué l'incompétence du préfet pour cet arrêté, ainsi que l'imprécision des documents fournis pour délimiter le périmètre dans lequel les permis de construire seront mis en suspens.



Les maires ont dénoncé aussi la "confiscation" des terrains. "Un saccage humain et environnemental pour le Pays Basque, 4 000 hectares confisqués par RFF (Réseau ferré de France) au Pays Basque, manque de concertation et de respect," ont-ils estimé. Les communes déboutées peuvent faire appel de la décision du tribunal.

➤ **Enveloppes contre la LGV**

Vous pouvez toujours passer vos commandes à Nivelles Bidassoa (nivellebidassoa@gmail.com)
7euros le paquet de 100 enveloppes

Certains d'entre vous ont commandé des enveloppes « anti LGV ». Nous les avons reçues et réglées.

Soyez aimables de bien vouloir venir les récupérer soit chez Pantxo Tellier, 770 chemin de Kampobaïta à Urrugne (téléphone 05 59 54 31 55) soit le premier lundi de chaque mois à Kixoenea maison des associations à partir de 20H.

Nous comptons sur vous.

Merci de votre compréhension

Commandez le livre de Nivelles Bidassoa « Les rails de la déraison »



21 €

=> Adressez nous votre commande par mail : nivellebidassoa@gmail.com

=> Ou par téléphone : 05 59 54 31 55 ou 05 59 47 16 06

**La mobilisation continue plus que jamais !
LE PROJET EST FRÊNÉ PAS ARRÊTÉ !**

L'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE EST TOUJOURS ANNONCÉE DÉBUT 2013

- **Ralliez de nouvelles personnes à notre cause et faites les adhérer à Nivelles Bidassoa.**
- Signez et faites signer à vos parents et amis. =>[la pétition](#)
- Demandez nous banderoles et autocollants pour pavoiser vos maisons, vos propriétés, celles de vos voisins et vos voitures.